Analyses de genre et diversité
Projet « Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires d'Afrique de l'Ouest et du Nord »

Rapport régional

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

Secrétariat d'État aux migrations SEM

HELVETAS

Terre des hommes
Aide à l'enfance.

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Le projet « Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest » est un projet de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) de la Confédération suisse. Il est mis en œuvre par le consortium Helvetas Swiss Intercooperation, Terre des hommes et Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Cette analyse a été commandée par Helvetas Swisss Intercooperation. Son contenu relève de la seule responsabilité de Arkayn & Company et ne reflète pas nécessairement les opinions de Helvetas Swiss Intercooperation.

Mars 2023

Arkayn & Company

Conseil en coopération internationale

www.arkayncompany.org

-

Contact

Alexandra Deon

Directrice Arkayn & Company, coordinatrice de la mission

a.deon@arkayncompany.com

Table des matières

Liste des sigles et abréviations 4
1. Introduction 5
1.1. Le projet « Enfants et jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest » 5
1.2. Objectifs des analyses genre et diversité 6
1.3. Approche méthodologique 8
2. Dynamiques régionales et transnationales 11
2.1. Dynamiques régionales 11
2.2. Dynamiques transationales 17
3. Perspectives et recommandations 22
3.1. Orientations programmatiques applicables aux cinq pays 22
3.2. Thématiques à porter à un niveau régional 27
3.3. Outils de sensibilisation au genre et à la diversité 300
4. Capitalisation du processus d'analyse 311
Annexes 377
Annexe - Liste des consultations au niveau régional 377

Liste des sigles et abréviations

CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
EJM	Enfants et Jeunes en Mobilité
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IST	Infection Sexuellement Transmissible
LGBTQI+	Lesbienne, Gay, Bisexuel·le, Trans*, Queer et Intersexe
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
MdM-BE	Médecins du Monde Belgique
MMC	Mix Migration Centre
OSC	Organisation de la Société Civile
SSI	Service Social International
SSI – AO	Service Social International – Afrique de l'Ouest
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
SSRAJ	Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescent.e.s et des Jeunes
VBG	Violences Basées sur le Genre

1. Introduction

1.1. Le projet « Enfants et jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest »

Face à l'augmentation des mouvements de population sur le continent africain, avec une population migrante essentiellement âgée de moins de 30 ans, le projet *« Enfants et Jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest »* a pour but essentiel **de renforcer de façon pérenne les systèmes nationaux et régionaux de protection, d'éducation et d'insertion socioéconomique pour assurer aux enfants et aux jeunes en mobilité (EJM) la protection et l'accès à l'éducation.** Le projet est mis en œuvre par un consortium mené par Helvetas, Terre des Hommes et la GIZ, en collaboration avec ENDA, MAEJT, MdM-BE, MMC, SSI et SSI-AO, avec une première phase dans 5 pays pilotes (Guinée, Mali, Maroc, Niger et Tunisie). Le consortium ne se positionne pas de façon politique sur la mobilité, mais se positionne de manière objetive et neutre par rapport aux divers types de mobilité, n'encourageant ni empêchant les choix des EJM.

Trois thématiques clés structurent le programme :

1. **La protection** : renforcer et créer des dispositifs d'accompagnement protecteurs des EJM dans les espaces et sur les itinéraires de leur mobilité ;
2. **L'éducation** : favoriser l'inclusion des EJM dans les systèmes éducatifs et les accompagner dans l'acquisition des compétences de vie courantes et dans l'éveil aux métiers ;
3. **L'insertion socio-économique** : appuyer les jeunes en mobilité dans la réalisation de leurs objectifs de vie à travers l'acquisition de capacités et de compétences adaptées aux réalités économiques.

Le projet entend agir à quatre niveaux :

1. **Communautaire**, en agissant auprès des EJM ;
2. **Institutionnel** : en collaboration avec les systèmes et organisations nationaux, transnationaux et régionaux ;
3. **Politique** : sur les cadres législatifs et stratégies nationales et régionales ;
4. **Coopération** : avec la Suisse comme partenaire de coopération promouvant les droits des EJM.

Le projet est mis en œuvre dans 11 zones d'intervention :

Pays	Zones d'intervention
Guinée	• Conakry • Mamou
Mali	• Bamako • Sikasso
Maroc	• Rabat • Oujda
Niger	• Niamey • Agadez • Maradi
Tunisie	• Tunis • Medenine

1.2. Objectifs des analyses genre et diversité

Les EJM regroupent une très grande diversité de profils, plus ou moins visibles, en fonction de l'intersectionnalité[1] de plusieurs facteurs de diversité comme leur parcours et projet de vie, genre, identité de genre, orientation sexuelle, âge, handicap, statut administratif, origine ethnique, religion, langue, niveau d'instruction, moyens de subsistance, etc. Ces profils peuvent varier dans le temps (par exemple, un enfant accompagné peut devenir non-accompagné ou en contact avec la loi, un déplacé peut devenir refugié, etc.) et leur vulnérabilité peut varier en fonction des contextes. Nous utilisons le terme **segments ou profils d'EJM** pour faire référence aux divers facteurs de diversité qui, à un moment donné dans un contexte donné, définissent un sous-groupe d'EJM.

Face à cette diversité et dans une ambition d'inclusion, le consortium du projet s'est engagé à veiller à « assurer l'équité de genre à travers un accès des filles et des garçons, des femmes et des hommes (y compris ceux en situation de handicap) aux mêmes droits et opportunités mais aussi à une équité sociale visant à corriger des inégalités de départ en tenant compte des besoins et intérêts spécifiques des EJM dans les pays d'intervention »[2].

L'objectif de la consultance est de **produire des analyses genre et diversité pour chaque zone d'intervention du projet** afin de mieux **orienter les activités** pour répondre aux **besoins spécifiques des segments d'EJM**, que ce soit dans l'adaptation des services offerts, la sensibilisation ou le plaidoyer.

Les objectifs spécifiques des analyses genre et diversité sont les suivants :

La mobilité n'expose pas seulement à des risques, elle peut exposer à des opportunités. En termes de genre, par exemple, elle peut contribuer à conférer aux femmes et aux filles une plus large autonomie et réduire les disparités entre les sexes, en permettant aux femmes d'accéder à l'emploi ou aux filles à une formation. L'autonomisation des femmes peut se répercuter d'une génération sur l'autre et marquer profondément la culture et les structures sociales du pays d'origine.

[1] L'intersectionnalité étudie les formes de domination, d'oppression et de discrimination, non pas séparément, mais dans les liens qui se nouent entre elles, en partant du principe que les différenciations sociales ne sont pas cloisonnées, ou encore que les rapports de domination entre catégories sociales ne peuvent pas être entièrement expliqués s'ils sont étudiés séparément les uns des autres. L'intersectionnalité entreprend donc d'étudier les croisements et intersections entre ces différents phénomènes.

[2] Proposition de projet EJM

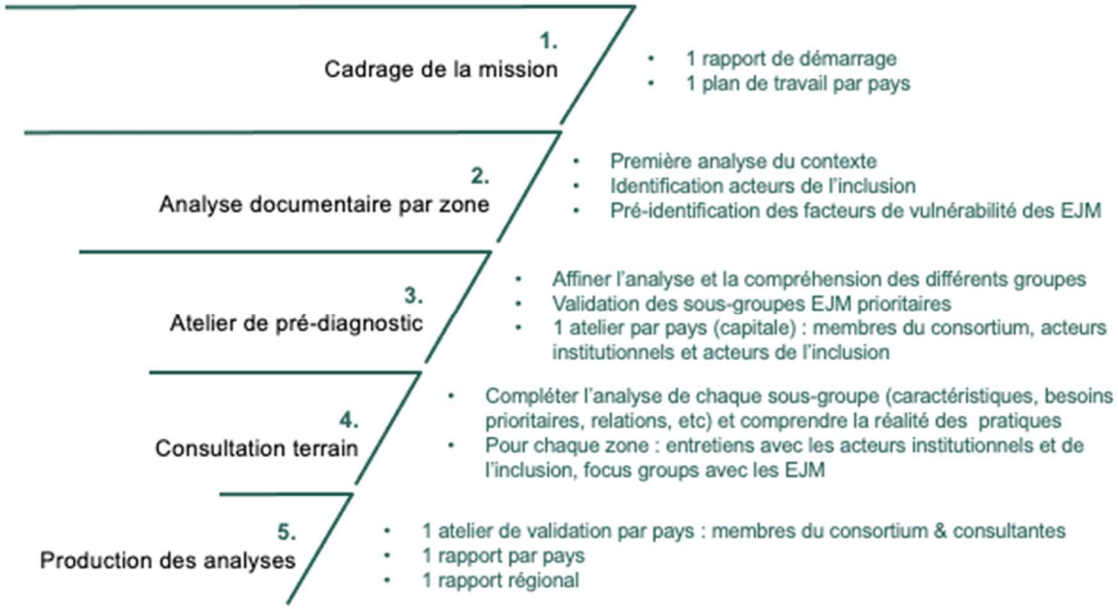
Objectifs spécifiques	Rapport pays	Rapport régional
Comprendre les segments d'EJM les plus vulnérables	• Zone d'intervention & pays • Caractérisation, relations entre les différents groupes, critères de différentiation (liés aux critères de vulnérabilité et d'exclusion), accès ou barrières d'accès aux biens et services, accès aux services de protection, éducation et insertion économique, rôles respectifs, accès aux ressources, capacités, vulnérabilités, risques, lien et interactions avec la communauté d'accueil	• Grandes tendances observées à un niveau régional et transnational • Analyse des facteurs de diversité créant particulièrement de la vulnérabilité
Identifier les OSC potentielles collaboratrices du projet	• Identification des OSC potentielles collaboratrices du projet et des initiatives à renforcer dans le cadre du Fonds Genre et Inclusion du projet	*N/A – Des structures à un niveau régional existent mais leur identifiation n'est pas prévu dans le cadre de ces analyses*
Donner des orientations pour adapter l'intervention et assurer un accès inclusif	• Recommandations par pilier programmatique & zone d'intervention	• Recommandations programmatiques à un niveau régional
Orienter les activités de plaidoyer pour l'inclusion et la stratégie de sensibilisation et de renforcement des capacités	• Axes de plaidoyer par zone d'intervention & par pays	• Axes de plaidoyer à un niveau régional • Stratégie de sensibilisation des équipes et des partenaires à la diversité et au genre
Capitaliser le processus d'analyses genre et diversité	N/A	• Points forts et limites observés ; • Recommandations basées sur l'expérience de cette mission pour la conduite future d'analyses similaires.

1.3. Approche méthodologique[3]

Les analyses genre et diversité des zones d'intervention sont des analyses de type qualitatives et participatives, avec une approche méthodologique harmonisée entre les cinq pays d'intervention. Pour chaque pays d'intervention, ces analyses ont été réalisées par des expertes genre nationales, avec l'appui d'une coordination internationale pour assurer l'harmonisation de la méthodologie, une même qualité d'analyse et offrir une vision régionale dynamique basée sur les résultats pays. L'équipe de consultant.e.s s'est attachée à **forger une méthodologie d'analyse holistique**, avec une modélisation au-delà des catégories, et **réplicable**, pouvant être appliquée pour d'autres analyses de la vulnérabilité sous l'angle genre et diversité. L'approche de ces analyses **n'est pas celle d'un travail de recherche sociologique exhaustif** – l'étude prévoyant trois jours de collecte de données primaires par zone d'intervention. L'objectif est pratique pour le projet, afin de mieux comprendre de quelle façon l'intersectionnalité des facteurs de diversité dans les divers contextes de la mobilité des EJM peut les exposer à des risques et opportunités, quels sont leurs besoins spécifiques et quels sont les acteurs pour des potentielles collaborations.

⇒ Déroulé de l'étude

L'étude s'est déroulée en **cinq étapes** :



Lors de la phase de diagnostic, en complément de la revue documentaire, des consultations préparatoires ont été menées en avec plusieurs acteurs au niveau régional[4] afin de dresser une première compréhension du contexte.

---

[3] Le cadre d'analyse conceptuel et l'approche méthodologique sont détaillés en annexe (annexe 1 : rapport de démarrage).

[4] Annexe 2 : liste des consultations régionales

Un atelier de prédiagnostic a été mené en capitale dans chaque pays d'intervention : réunissant les membres du consortium pays et des acteurs institutionnels et de la société civile, l'objectif était d'identifier les segments les plus vulnérables par zone d'intervention en vue de la collecte de données primaires.

La collecte de données primaire a été menée dans chacune des onze zones d'intervention du projet, à raison de trois jours par zone d'intervention, et a permis de consulter les segments d'EJM vulnérables identifiés (1 focus group de 6 à 8 personnes par segment identifié par zone), les acteurs institutionnels et les OSC en lien avec les segments d'EJM identifiés. Lorsque, pour une raison de *Do No Harm*, la consultation directe des sous-groupes d'EJM n'a pas été possible (EJM victimes d'exploitation ou de traite, trop forte consultation du segment), les focus groups prévus ont été remplacés par des entretiens avec des acteurs clés en lien direct avec ces EJM.

Au total des cinq pays et onze zones d'intervention[5] :

- 34 focus groups[6] ont été menés avec des EJM ;
- 73 entretiens avec les acteurs institutionnels ;
- 68 OSC potentielles collaboratrices du projet (notamment dans le cadre du Fonds Genre et Inclusion Sociale) ont été identifiées, par et/ou pour les EJM, intervenant dans les domaines de la protection, de l'éducation et de l'insertion professionnelle.

Enfin, des ateliers de validation ont été organisés dans chaque pays et au niveau régional pour présenter aux membres du consortium les premiers résultats et pistes de recommandation, afin d'enrichir et valider les orientations pour la rédaction du rapport final.

⇒ Une segmentation pour comprendre, pas pour catégoriser et figer

Une segmentation par profils d'EJM a été réalisée pour mieux comprendre, lors de la phase de collecte de données, les facteurs de diversité principaux renforçant la vulnérabilité afin d'identifier, in fine, les implications programmatiques pour assurer une inclusivité des approches. Il ne s'est pas agi de catégoriser ni de figer des profils spécifiques, un même EJM pouvant se retrouver dans plusieurs groupes du fait de la fluidité de la mobilité. L'analyse des données collectées s'est donc attachée à créer des liens et des ponts entre les différents groupes étudiés, afin de refléter cette fluidité.

Face à la multiplicité des facteurs de segmentation des EJM (âge, genre, étape dans le parcours migratoire, cause de la migration, statut, etc.) avant même la prise en compte des degrés de vulnérabilité, l'étude a adopté une approche pragmatique et empirique, en partant de segments génériques connus à date (par la revue documentaire, y compris des analyses de la phase préparatoire du projet) et évidents (pour les acteurs thématiques), pour mener le travail de recherche en entonnoir pour finalement identifier des profils d'EJM plus fins et invisibilisés jusque-là.

[5] Pour les détails, veuillez vous référer aux rapports pays
[6] Avec environ 8 participant.e.s

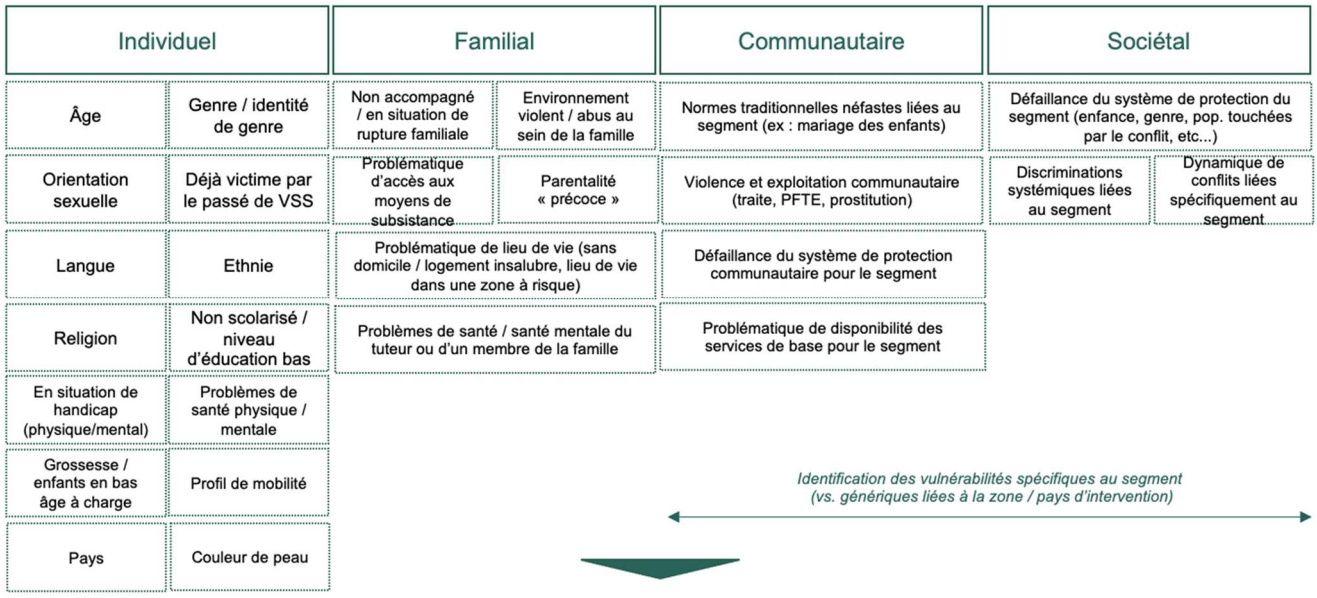


Figure 1-Grille d'analyse des facteurs de vulnérabilité

⇒ Limites de l'étude

Représentativité

Les analyses genre et diversité, du fait de leur dimensionnement et de la démarche méthodologique qualitative adoptée, ne relèvent pas d'une approche de recherche exhaustive. Les données collectées ne sont donc pas représentatives de l'ensemble des besoins de l'ensemble des EJM vulnérables : le parti pris adopté a été de privilégier la diversité des profils, tout en intégrant les contraintes liées au dimensionnement de l'étude, afin de mieux comprendre, identifier et prendre en compte les besoins spécifiques des profils d'EJM vulnérables consultés, avec un objectif pratique pour le programme[7]. Parmi les profils EJM étudiés, d'autres besoins spécifiques que ceux identifiés dans le cadre de l'étude peuvent exister.

Les études n'ont en outre pas pour ambition d'analyser l'ensemble des profils vulnérables d'une zone d'intervention donnée : l'équipe de consultant.e.s s'est donc attachée à forger une méthodologie d'analyse holistique et réplicable, permettant une modélisation au-delà des catégories, pouvant être appliquée pour d'autres analyses de la vulnérabilité sous l'angle genre et diversité.

Biais d'accès

Les EJM consultés ont systématiquement été mobilisés par une structure partenaire connue et acceptée par les EJM, afin de garantir une approche de *Do Not Harm/Ne pas nuire*. Le biais de l'accès est donc à considérer comme élément d'analyse important : seuls les personnes/groupes auxquels un accès a été possible via une

[7] Un groupe d'environ 8 participant.e.s a été consulté par profil d'EJM vulnérables identifié par zone d'intervention.

2. Dynamiques régionales et transnationales

2.1. Dynamiques régionales

Suite aux analyses genre et diversité menées en Guinée, au Mali, au Maroc, au Niger et en Tunisie, plusieurs élements transversaux ressortent communément aux différents pays.

Les dynamiques se situent avant tout à un niveau régional et en termes de parcours et étapes dans la mobillité. Peu de différences ont en effet été observées entre les pays d'Afrique du Nord et ceux d'Afrique de l'Ouest, mis à part, en Afrique du Nord, un racisme structurel et une étape beaucoup plus avancée dans le parcours de mobilité, renforçant les vulnérabilités.

Transversalement aux cinq pays, les facteurs de diversité suivants exposent particulièrement aux risques, souvent dans une logique intersectionnelle :

	Facteurs de diversité communs renforçant la vulnérabilité
Individuel	• Grossesse précoce / enfant à charge • Mineur.e.s • Parcours migratoire • Langue parlée différente de celle de la zone d'habitation • Handicap et séquelles physiques et/ou mentales • Orientation sexuelle et identité de genre
Familial	• Rupture familiale / non accompagné • Pauvreté familiale
Communautaire	• Normes sociales et de genre néfastes : mariage précoce, normes de masculinité toxique, non-acceptation d'orientations sexuelles et identités de genre non conventionnelles, mendicité organisée, sorcellerie.
Institutionnel / Structurel	• Défaillance des services de protection (violences policières) • (Non) accès / disponibilité des services (étatiques et ONG) • Racisme structurel (Afrique du Nord)

⇒ Facteurs déclencheurs de la mobilité

Transversalement aux cinq pays, les aspirations sont communes aux profils d'EJM objets de la consultation : la recherche de la sécurité, de la liberté, de la prospérité et de la réalisation de soi. Il s'agit de quitter, au mieux, un vécu sans perspectives, au pire insupportable et violent.

Ainsi, pour les EJM consultés, trois facteurs sont à l'origine de la mobilité, parfois de façon cumulative[8] :

- **Des normes sociales et de genre néfastes** : la fuite des violences basées sur le genre telles que les mariages précoces et/ou forcés et les violences conjuguales

[8] La mobilité est complexe et multifactorielle : il s'agit ici des facteurs énoncés par les EJM consultés dans le cadre de cette étude, qui ne sont pas forcément représentatif de l'ensemble des EJM.
Les EJM marocain.e.s n'ont pas été consulté.e.s dans le cadre de cette étude : les profils vulnérables identifiés au Maroc ne concernaient que des EJM originaires d'autres pays. Il est cependant probable que les facteurs déclencheurs de la mobilité soient similaires, notamment concernant les deux premiers (normes sociales et de genre néfastes, situation économique difficile).

poussent les filles à la mobilité, qu'elles soient originaires d'Afrique subsaharienne ou de Tunisie. Les modèles de masculinité toxiques et conventionnels sont souvent à l'origine de la mobilité des garçons : l'accès au statut social d'homme est conditionné au fait de pouvoir accéder à une situation économique favorable pour pouvoir assumer financièrement sa famille, et passe souvent par une migration vers l'Europe, dans un rite un peu initiatique. Ce profil là a été particulièrement retrouvé auprès des EJM guinéens et tunisiens.

La non-acceptation de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre non conventionnelle par l'entourage et la société est le facteur principal déclencheur pour la communauté LGBTQI+, en particulier des hommes homosexuels et femmes transgenres subsaharien.ne.s qui aspirent à un avenir dans un pays où l'acceptation est plus grande afin de pouvoir vivre pleinement et librement. La fuite de la violence engendrée par cette non-acceptation peut s'ajouter aux éléments déclencheurs de la mobilité mais n'est pas systématique parmi les EJM rencontré.e.s dans le cadre de l'étude.

Enfin, des normes sociales et traditions culturelles sont à l'origine de la mobilité des EJM subsahariens en particulier : l'exploitation économique organisée (travail domestique, mendicité), la sorcellerie[9], l'envoi dans des écoles coraniques aboutissant à la mendicité.

- **Une situation économique difficile** : la recherche d'opportunités économiques plus favorables fait partie des motivations clés à la mobilité, qu'elle soit nationale (des zones rurales vers les centres villes) ou internationale (notamment vers l'Afrique du Nord et les pays du Golfe pour les EJM subsahariens et l'Europe pour les EJM toutes origines confondues).
- **Les situations de conflit** : la guerre civile, le djihadisme et les conflits interethniques sont à l'origine du départ.

⇒ Profils vulnérables et besoins spécifiques

Plusieurs profils vulnérables[10] émergent au niveau régional. Si tous n'ont pas été analysés systématiquement dans chaque pays / zone d'intervention, il s'agit de profils potentiellement présents dans les différents pays et zones d'intervention du projet. Le cas échéant, l'analyse qui suit vise à apporter aux équipes projet (unité de mise en œuvre régionale et coordinateur.rice.s pays) une meilleure compréhension de leurs vulnérabilités et besoins spécifiques, et une guidance pour répondre de façon inclusive à leurs besoins. Une analyse du contexte spécifique d'intervention sera néanmoins nécessaire pour comprendre les variations éventuelles.

- **Les filles et les jeunes femmes** en mobilité sont, d'une façon générale, vulnérables. Elles sont particulièrement exposées aux violences sexistes et sexuelles (harcèlement, viol), que ce soit par la communauté hôte (y compris les forces de sécurité) ou au sein de la communauté d'EJM, parfois sur leur lieu de vie. Les mineures sont d'une façon

[9] En Afrique Centrale notamment, les accusations de sorcellerie peuvent conduire à de formes graves de violences pouvant déclencher de la mobilité, tout comme, à l'inverse, être identifiée comme sacrifice humain potentiel dans le cadre de rituels l'est

[10] Il s'agit ici des profils particulièrement vulnérables et facteurs de diversité les plus susceptibles de créer de la vulnérabilité observés dans le cadre de l'étude. D'autres peuvent cependant exister.

générale plus vulnérables, du fait d'une certaine naïveté face aux risques. Les filles et les jeunes femmes ont moins accès aux services (y compris le retour assisté), soit par manque de connaissance, soit par un isolement plus fort que les garçons. Les services ne semblent en outre pas toujours adaptés à leurs besoins : les solutions d'hébergement ne sont pas toujours protecteurs avec des espaces séparés entre les filles et les garçons, ou des espaces pour les filles et femmes qui ont des enfants à charge, et les dispositifs de formation et d'insertion professionnelle très standardisés sur des métiers dits « féminins », ne permettant pas de les ouvrir sur d'autres perspectives.

- La vulnérabilité s'accroit quand elles sont **mères avec un ou plusieurs enfants à charge sans présence du père**. Ces grossesses sont la plupart du temps non désirées, souvent issues elles-mêmes de relations non désirées (viol, relation sexuelle contre protection) en mobilité, avec un enfant alors souvent apatride et donc sans documentation. Alors que le besoin en sources de revenus s'accroît pour pouvoir subvenir à leurs besoins et à ceux de leur(s) enfant(s), l'accès à l'emploi se complexifie : certaines sont renvoyées par leur employeur à l'annonce de leur grossesse (cas des travailleuses domestiques par exemple, qu'elles soient en situation d'exploitation ou de traite ou non), et les employeurs ont plus de réticences à embaucher une fille-mère. La rupture familiale s'accroît dans la plupart des cas, du fait de la stigmatisation sociale d'avoir un enfant hors mariage. Enfin, le manque ou l'absence de solutions pour la garde d'enfant constitue une véritable barrière pour l'accès à la formation ou à l'emploi. Face à ces différentes barrières, ces filles et jeunes femmes sont alors plus à même de développer des mécanismes de résilience négatifs pour subvenir aux besoins de leur enfant et accepter les pires formes de travail – la prostitution notamment.
- **Les filles et jeunes femmes travailleuses domestiques** sont elles aussi particulièrement vulnérables, notamment du fait de leur isolement social, du manque de connaissances de leurs droits et du risque de violences physiques, sexuelles et psychologiques auxquelles elles sont exposées au sein du foyer. Les travailleuses domestiques subsahariennes semblent beaucoup plus exposées dans le cadre d'une mobilité internationale (pays d'Afrique du Nord et pays du Golfe) où leur occupation relève souvent de l'exploitation voire de la traite, et rentre dans le cadre d'un mécanisme de survie après un long parcours en mobilité pour les filles en Afrique du Nord. Dans le cas d'une mobilité interne des zones rurales vers la capitale (profils rencontrés en Guinée et au Mali), il s'agit souvent d'une décision partagée de l'EJM et de ses parents, souvent pour préparer un mariage et revenir au village ensuite.
  Des cas de jeunes hommes subsahariens exploités domestiquement au Maroc et victimes de viol par leur patronne ont aussi été relatés dans le cadre de l'étude.
- La **prostitution** répond dans la très grande majorité des cas à un moyen de résilience négatif, par absence d'autres possibilités de revenus. C'est un mécanisme largement observé chez les mères avec enfant à charge sans présence du père, parfois anciennes travailleuses domestiques renvoyées du fait de leur grossesse. Les filles et les jeunes femmes en situation de prostitution sont fortement stigmatisées, avec un accès au logement et aux soins de santé compliqué du fait de la stigmatisation subie par les bailleurs, le voisinage et par le personnel de santé. Pourtant leur activité les expose à des risques de santé importants (IST, VIH/Sida), et l'accès à des soins de santé poussés est un besoin clé (vaccination et dépistage du cancer du col de l'utérus, dépistage et prise en charge des IST, etc). Cette stigmatisation les isole souvent

socialement mais elles développement des mécanismes d'entraide communautaire forts (pair-éducation, création de « caisses » d'urgence, etc). Elles sont victimes de toutes formes de violence : violences physiques de la part de la police qui faillit à son devoir de protection, violences physiques et sexuelles par leurs clients, violence économique voire physique par leur proxénète.

- Parfois très jeunes, **les mineur.e.s séparé.e.s ou non accompagné.e.s en situation de mendicité** n'expriment pas d'autres projets que celui de la mendicité car ils considèrent bien gagner leur vie ainsi. Ceux sous la coupe d'un maître coranique sont complètement sous son influence et n'expriment pas d'opinion propre à eux. Ils sont exposés aux risques d'usage de drogue et d'exploitation, les réseaux d'exploitation recrutant souvent les enfants dans la rue.
- Les **mineurs en conflit avec la loi** expérimentent des conditions de détention souvent extrêmement précaires : logements insalubres et surpeuplés, nourriture en quantité et qualité insuffisante, accès très limité voire pas d'accès aux services (santé, éducation, formation professionnelle), accès et défense de leurs droits compliqués. Un des enjeux est de préparer leur réinsertion lors de leur séjour en détention pour limiter les risques de récidive et un retour à la rue en sortie de détention : réunification/médiation familiale, scolarisation en prison, formation professionnelle en prison. La mobilité est souvent à l'origine, de façon plus ou moins directe, de leur conflit avec la loi : hors de leurs familles, les EJM concernés ont commis des délits mineurs qui les ont mis en conflit avec la loi, renforçant ensuite leur vulnérabilité.
- Les **EJM LGBTQI+ subsahariens**, en particulier les hommes homosexuels et femmes transgenres subissent de très fortes discriminations du fait de leur orientation sexuelle et identité de genre, que ce soit dans l'accès au logement, à l'emploi et à la santé. Selon les pays, une discrimination institutionnelle s'ajoute, et le droit d'asile est souvent remis en cause (cas au Niger par exemple). Ils sont exposés à toutes formes de violences, physiques et sexuelles, notamment de la part de la police qui effectue des descentes dans leurs lieux de fréquentation, avec une quasi-impossibilité de revendiquer leurs droits et porter plainte. Ils sont extrêmement isolés socialement, vivent souvent cachés pour se protéger, et n'ont généralement pas ou peu de connaissances de leurs droits spécifiques en matière de protection.

En outre, au-delà des profils spécifiques, l'accès et/ou la présence des services est déterminant : ainsi, les EJM n'ayant pas accès aux services, par défaillance des services de l'État, par absence de programmes d'ONG n'intégrant pas certains profils ou manque de connaissance sont particulièrement vulnérables.

Pour chacun des profils, plusieurs besoins spécifiques doivent être pris en compte pour assurer l'inclusivité du programme :

	Besoins clés et implications programmatiques
Filles et jeunes femmes	• Renforcer la connaissance et l'accès aux services (SSRAJ, SME-SMI, dispositifs d'insertion professionnelle notamment) en s'appuyant davantage sur des mécanismes communautaires (relais communautaires, pair-éducation) et les structures et groupements féminins • Adapter les services aux besoins et aux intérêts : logement protecteur (espaces séparés entre filles et garçons), dispositifs de formation et d'insertion professionnelle adaptés aux projets et envies, sortant des métiers dits féminins (couture, coiffure, cuisine) et formant à des métiers porteurs et « d'actualité ».
Mères avec enfants à charge sans présence du père	• Offrir des solutions pour la garde d'enfants pour pouvoir accéder à la formation professionnelle et à l'emploi : mise en place de crèches avec cantines par exemple dans les centres de formation et/ou centres communautaires • Assurer la prise en charge des besoins des enfants, y compris l'enregistrement des enfants et les soins de santé (SME-SMI), vêtements, hygiène, nourriture, appuy psychologique
Filles et jeunes femmes travailleuses domestiques	• Renforcer l'accès aux services de protection, notamment via les associations spécialisées, à la connaissance et à la défense de leurs droits • Rendre possible des activités de socialisation pour sortir de leur isolement social, en appuyant par exemple les associations de défense de leurs droits • Assurer une prise en charge holistique des VBG • Offrir une passerelle éducative ou professionnelle flexible, adaptée au rythme de leur activité comme travailleuse domestique (digital, cours du soir)
Filles et jeunes femmes en situation de prostitution	• Assurer une prise en charge holistique (y compris soins de santé poussés, prise en charge VBG) dans un espace protecteur (clinique mobile, centre communautaire) • Sensibiliser les agents de santé face à la stigmatisation subie • Offrir une passerelle professionnelle compatible avec leur activité et leur permettant de générer peu à peu des revenus de la prostitution • Prise en charge des besoins de leurs enfants en santé, appuy psychosocial, enregistrement, etc.

Mineur.e.s non accompagné.e.s en situation de mendicité	• Ouvrir à d'autres perspectives que la mendicité, à travers des activités d'apprentissage avec d'autres enfants • Mener un plaidoyer auprès des autorités pour le respect des droits des enfants • Inclure des programmes de désintoxication dans leur prise en charge
Mineurs en conflit avec la loi	• Garantir un accès aux services de base: santé, logement salubre, nourriture, respect des droits • Préparer la réinsertion pendant la détention : scolarisation en prison, accès aux dispositifs de formation professionnelle • Sensibiliser les autorités et gardiens pénitentiaires sur les droits des enfants et les normes de protection • Appui juridique et assistance judiciaire
EJM LGBTQI+	• Renforcer la connaissance de leurs droits spécifiques en matière de protection • Assurer une prise en charge holistique dans un espace sécurisé et dédié : soins de santé de base et psychologiques, soins de santé poussés type IST ou maladies du colon, logement d'urgence, appui juridique • Sensibiliser les agents de santé face à la stigmatisation subie • Mener un plaidoyer et des actions de sensibilisation auprès de la police et de la justice, face au non-respect de leurs droits et aux violences policières.

⇒ Des vulnérabilités invisibilisées et/ou taboues

Il ressort des consultations terrain et des analyses que d'autres vulnérabilités existent mais sont largement invisibilisées et/ou tabous :

- Les **violences sexistes et sexuelles sur les garçons et les jeunes hommes**[11] : celles-ci sont toujours évoquées de façon vague comme un fait qui existe, mais ne sont jamais précisées, que ce soit par les EJM eux-mêmes, les acteurs institutionnels ou les OSC. Les témoignages relatent de viols d'homme sur homme subis en prison (souvent en Libye et souvent dans des conditions de détention) et de viols de femme sur homme dans le cadre d'exploitation domestique au Maroc et en Algérie.
- La **question du handicap appliqué à la mobilité** reste peu comprise et prise en compte, que ce soit le handicap de naissance, ou bien le handicap acquis ou aggravé en mobilité (séquelles physiques et mentales), notamment du fait d'une séparation claire du mandat des acteurs de prise en charge du handicap et de ceux de la mobilité. L'UNICEF souligne que les EJM en situation de handicap font face à de nombreuses privations dans leur vie quotidienne (accès limité à l'éducation, à la santé, à la nourriture) et sont exposés à la violence, l'exploitation et aux abus de toutes sortes ; et confirme que leurs besoins sont d'une façon générale très peu pris en compte par les politiques et programmes liés à la migration[12].
- Les **enfants nés en mobilité** semblent particulièrement vulnérables : apatridie, traumatismes physiques et mentales propres ou via la mère, etc. Cependant, leurs besoins spécifiques sont peu connus, par manque d'approche pédo-centrée, étant systématiquement considérés via leur mère.

2.2. Dynamiques transationales

La méthodologie des analyses genre et diversité a été conçue de telle façon à identifier et comprendre les profils particulièrement vulnérables pour chaque zone d'intervention, de façon indépendante d'une zone à l'autre ou d'un pays à l'autre. Par conséquent, il n'y a pas eu de profil étudié transversalement aux cinq pays d'intervention pour pouvoir avoir une compréhension transnationale holistique de certaines profils. Les analyses effectuées dans chacun des pays permettent néanmoins de comprendre certaines dynamiques transnationales détaillées ci-dessous:

⇒ La mobilité renforce la vulnérabilité des EJM les plus vulnérables

Le parcours en mobilité et les conditions de départ sont des éléments déterminants pour l'exposition aux risques : un départ à la hâte, seul.e et à un jeune âge, va renforcer le risque de se retrouver dans un itinéraire éprouvant et dangereux. Les départs justifiés par des normes sociales et de genre néfastes rentrent souvent dans cette catégorie, avec une mobilité qui va alors créer des vulnérabilités en chaîne.

Ainsi, la mobilité pour les profils les plus vulnérables, et dans une démarche non protégée, entraîne une exposition aux risques accrue, provoque des séquelles physiques et mentales, renforce la stigmatisation et l'exclusion sociale :

---

[11] Hors communauté LGBTQI+ qui témoigne ouvertement des violences subies

[12] https://data.unicef.org/resources/included-every-step-of-the-way-upholding-the-rights-of-migrant-and-displaced-children-with-disabilities/

- Le départ est souvent synonyme de déscolarisation et de rupture familiale ;
- Les violences subies (violences physiques, violences sexistes et sexuelles, exploitation/traite) engendrent maladie mentale, séquelles physiques et handicap. Les filles et les jeunes femmes sont souvent victimes de viol sur le parcours, aboutissant régulièrement à des grossesses non désirées, les exposant à davantage de risques et de mécanismes de résilience négatifs pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs enfants alors que les barrières se multiplient ;
- La durée dans le temps du parcours migratoire va renforcer le besoin en ressources financières, multipliant les risques de développer des mécanismes de survie négatifs : mendicité, vol, exploitation domestique, prostitution. Ces mécanismes de survie négatifs vont renforcer la stigmatisation et l'exclusion sociale, d'autant quand ils ont mené à de la prison, et l'exposition aux risques de santé notamment (IST, VIH/Sida, etc) ;
- « L'échec » de l'aventure renforce la stigmatisation et rend plus difficile la réinsertion, avec une précarité renforcée par rapport à avant le départ : absence de repères et de revenus, exclusion sociale et familiale, d'autant plus s'agissant d'un départ forcé ou non assisté.

La vulnérabilité initiale est elle-aussi un facteur potentiel de mobilité. Un.e EJM vulnérable candidat.e au départ est plus exposé.e à des difficultés dans l'accès à l'information et à un départ non ou insuffisamment préparé, et donc à plus de risques par la suite. Il semble donc primordial de pouvoir accompagner ces EJM dans leur projet, en renforçant l'accès à l'information à la migration sûre (droits, services de protection, risques, etc).

Il est important de noter que la mobilité n'expose pas seulement à des risques, elle peut exposer à des opportunités. En termes de genre, par exemple, elle peut contribuer à conférer aux femmes et aux filles une plus large autonomie et réduire les disparités entre les sexes, en permettant aux femmes d'accéder à l'emploi ou aux filles à une formation. L'autonomisation des femmes peut se répercuter d'une génération sur l'autre et marquer profondément la culture et les structures sociales du pays d'origine.

De même, pour les EJM souffrant de discrimination de par leur orientation ou identité sexuelle, la mobilité offre des opportunités d'inclusion sociale dans d'autres contextes.

Pour que la mobilité offre des opportunités aux profils les plus vulnérables, il faut un cadre protecteur et inclusif.

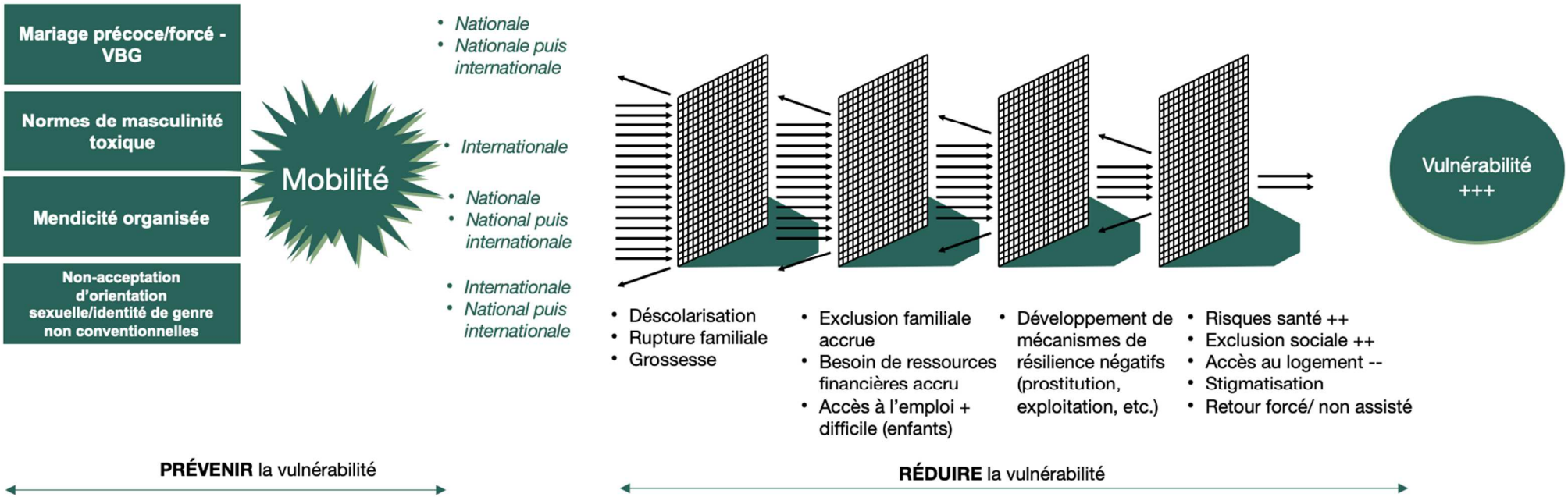


Figure 2-Schéma des vulnérabilités en chaîne créées par une mobilité engendrée par des normes sociales et de genre néfastes[13]

[13] Si le schéma présenté ici concerne la mobilité engendrée par les normes sociales et de genre néfastes, dans le but de soutenir le propos de l'importance d'agir en amont sur ces normes pour prévenir la vulnérabilité, le schéma reste similaire pour une mobilité engendrée par d'autres facteurs observés dans le cadre de l'étude (raisons économiques, insécurité), que ce soit concernant le type de vulnérabilité ou le principe de vulnérabilité en chaîne.

Les parcours peuvent être différents selon la norme sociale ou de genre à l'origine de la mobilité :

- Pour les filles et les jeunes femmes fuyant un mariage précoce/forcé ou d'autres formes de VBG, la mobilité va dans la plupart des temps être déclenchée de façon subite et d'abord nationale, répondant à un objectif de protection face à des violences. Elle pourra ensuite potentiellement déboucher sur une mobilité internationale, souvent motivée par la recherche d'opportunités économiques ;
- Pour les garçons et jeunes hommes subissant la pression de normes de masculinité toxique, le départ va s'effectuer directement à l'international, à la recherche de meilleures conditions, et sera généralement un peu plus préparé ;
- Une mobilité liée à la mendicité organisée est avant tout nationale, et peut déboucher sur une mobilité internationale (cas des EJM nigériens par exemple, qui sont souvent partis de la région de Zinder pour une mobilité dans le pays, puis traversent vers l'Algérie où ils se font souvent refoulés[14]) ;
- Concernant les EJM LGBTQI+, leur but reste de partir à l'international, dans des pays où le contexte institutionnel et social est plus favorable à des orientations sexuelles et identités de genre non conventionnelles. Avant le départ à l'étranger, la mobilité peut aussi être nationale, afin de s'éloigner de l'environnement familial (cas des EJM LGBTQI+ rencontrés à Conakry, venus à Conakry pour fuir les stigmatisations familiales, dans une optiqued'étape avant un départ à l'étranger).

Plusieurs EJM guinéen.ne.s ont été rencontré.e.s dans le cadre des analyses au Maroc et en Tunisie[15]. Les motivations de leur départ de Guinée étaient très majoritairement liées aux normes de genre détaillées ci-dessus : fuite de VBG pour les filles et jeunes femmes, et pression sociale au départ pour les garçons et les jeunes hommes. Ils/elles vivent dans une grande précarité, du fait de parcours migratoires éprouvants, violents et onéreux. Plusieurs des filles et jeunes femmes rencontré.e.s sont tombées enceinte pendant le parcours migratoire, avec des enfants souvent non enregistrés à l'état civil. Elles témoignent des difficultés à développer une entraide communautaire par manque d'organisation et de structuration communautaire, au contraire des communautés ivoirienne ou camerounaise.

Il est important de noter que la mobilité n'expose pas seulement à des risques, elle peut exposer à des opportunités. En termes de genre, par exemple, elle peut contribuer à conférer aux femmes et aux filles une plus large autonomie et réduire les disparités entre les sexes, en permettant aux femmes d'accéder à l'emploi ou aux filles à une formation. L'autonomisation des femmes peut se répercuter d'une génération sur l'autre et marquer profondément la culture et les structures sociales du pays d'origine.

De même, pour les EJM souffrant de discrimination de par leur orientation ou identité sexuelle, la mobilité offre des opportunités d'inclusion sociale dans d'autres contextes.

---

[14] Même si cela n'a pas été observé dans le cadre de l'étude, cela est très certainement aussi le cas aussi pour les EJM guinéens en situation de mendicité, avec une mobilité internationale vers le Mali ou le Sénégal.

[15] Les focus groups menés au Maroc et en Tunisie auprès d'EJM subsaharien.ne.s n'ont regroupé aucun EJM malien.ne et nigérien.ne. Cela ne veut pour autant pas dire qu'ils/elles ne sont pas présent.e.s dans ces pays.

Pour que la mobilité offre des opportunités aux profils les plus vulnérables, il faut un cadre protecteur et inclusif.

⇒ L'enjeu d'agir sur les dynamiques de transformation sociale

Dans ce contexte, développer des **programmes de mobilté inclusifs** induit non seulement de mettre en œuvre des actions visant à **réduire la vulnérabilité** lorsque la mobilité se produit pour ne pas renforcer l'exclusion, mais aussi à agir en amont, pour **prévenir la vulnérabilité** lorsque la mobilité n'est pas encore survenue. L'enjeu est donc d'agir sur les dynamiques de transformation sociale afin de prévenir la vulnérabilité, tout en mettant en place des activités adaptées à chaque problématique pouvant survenir, aux différentes étapes du parcours migratoire.

Étape dans la mobilité	Mesures programmatiques pour prévenir et réduire les risques de vulnérabilités en chaîne
La mobilité n'est pas encore survenue	• Programmes de sensibilisation : masculinité positive, SSRAJ, migration sûre • Auprès de la communauté et des jeunes
La mobilité est nationale	• Dispositifs de médiation familiale et/ou réunification familiale • Réseaux communautaires de soutien aux EJM • Accompagnement/ développement du projet de vie • Sensibilisation et accès aux services SSRAJ
Sur toutes les étapes du parcours	• Accès SSRAJ/planification familiale • Prévention et prise en charge des risques liés aux mécanismes de résilience négatifs (IST/VIH-Sida, usage de drogue) – intersectionnalité des services de santé • Solution d'hébergement • Pendant la grossesse : accès au logement et à des dispositifs de formation professionnelle rapide pendant la grossessse, afin de prévenir les risques de mécanismes de résilience négatifs à la naissance de l'enfant • Pour les enfants nés en mobilité : formation de sage-femmes à leurs besoins spécifiques, soutien au dévelopement de capacités de garde d'enfants (avec opportunité éventuelle de micro-entreprise)

En outre, la prise en compte des normes sociales et de genre néfastes peut aussi être une boussole dans la stratégie de la mise à l'échelle du projet : ainsi, lors du choix des zones d'intervention au sein d'un pays, le critère concernant les normes sociales et de genre pourrait être intégré aux critères de décision, de la même façon que celui des dynamiques migratoires ou de la présence des membres du consortium.

3. Perspectives et recommandations

3.1. Orientations programmatiques applicables aux cinq pays

Les analyses genre et diversité ont fait ressortir, dans chaque pays, des orientations programmatiques sur base des constats réalisés. Certaines d'entre elles semblent intéressantes à considérer pour l'ensemble des cinq pays d'intervention et sont détaillées dans le tableau ci-dessous. Il appartiendra ensuite à l'unité de mise en œuvre régionale et aux coordinations pays de retenir les plus pertinentes et intéressantes dans le contexte d'intervention.

Thème	Orientation programmatique
⇒ **Mesures programmatiques pour prévenir et réduire les vulnérabilités spécifiques**	
Protection	*Leviers communautaires de prévention et de sensibilisation* Programmes/campagnes de sensibilisation communautaire, à la fois adressés aux EJM et à la communauté : normes sociales et de genre (VBG[16], normes et perceptions stéréotypes de genre, etc), migration sûre, services disponibles. Stratégies inclusives et adaptées à la cible (y compris la digitalisation et la collaboration avec les artistes référents) Mise en place de réseaux communautaires de soutien aux EJM composés des personnes influentes (Imam, prêtre, communicateurs traditionnels, femmes leaders, jeunes leaders, autorités locales) : orientation des EJM, signalement des victimes de traite, médiation familiale, messages de sensibilisation.
	Accès à l'information et aux services Mise en place / appui des relais communautaires pour favoriser l'accès à l'information et aux services des profils d'EJM vulnérables : EJM réinsérés (anciennement en situation de mendicité ou en conflit avec la loi), filles et jeunes femmes des communautés présentes sur la zone d'intervention (pays, ethnie, religion selon les cas).

[16] Illustrations intéressantes pour la sensibilisation aux VBG, ressources pouvant être disponibilisées au sein des RIF par exemple : https://www.cwc.westafrica.exposed/methodologie-et-orientation/12-illustrations-sur-les-differentes-formes-de-vbg/

	Renforcement de la collaboration avec les acteurs de l'inclusion qui y ont accès et/ou qui ont une expertise particulière. Pour les filles et les jeunes femmes, intégrer les EJM filles et femmes dans les espacés dédiées aux femmes et en collaboration avec des groupements de femmes.
	Logement Renforcement des capacités des familles d'accueil et des centres d'accueil en matière de genre et de diversité ainsi que sur la sauvegarde
	Populations clés Renforcer la pluridisciplinarité des services, notamment concernant la prise en charge des personnes vivant avec les VIH et les communautés LGBTQI+
	Enfants nés en mobilité Intégrer les enfants nés en mobilité dans les interventions de prévention, de réponse et de protection au niveau du groupe et/ou de la communauté Assurer la prise en charge des enfants à charge (services SME/SMI, psychosociaux), mise en place/renforcement de *child-friendly spaces* ; envisager la formation de sage-femmes Soutenir le développement des capacités de garde d'enfants communautaires pour que les femmes puissent à la fois fournir ces services à d'autres femmes et bénéficier de ces services en l'absence de services de garde d'enfants publics ou privés. Étudier l'opportunité de micro-entreprise.
	VBG Prise en charge holistique des VBG (santé, juridique, psychosociale) : one-stop center, renforcement des capacités des centres d'accueil. Renforcement des capacités et/ou sensibilisations des acteurs de la prise en charge holistique (santé, action sociale, police, justice, éducation, insertion socioprofessionnelle) : prise en charge des VBG (sensibilisation, connaissances et compétences, écoute empathique, soins et traitement adapté, orientation vers d'autres services, dénonciation des VBG

	pour y prendre fin) [17], lutte contre certaines discriminations basées sur le pays d'origine, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, l'occupation. Accorder une plus grande importance aux hommes/garçons survivants de VBG[18], y compris ceux issus de la communauté LGBTQI+ : compréhension et documentation des besoins spécifiques et de l'ampleur , mise en place de structures/espaces d'accueil dédiés, sensibilisation des acteurs de la prise en charge holistique, etc.
Education	Passerelles éducatives hybrides : mix scolarisation/alphabétisation et AGR, prise en compte du rythme de vie, apprentissage de la langue du pays, soutien scolaire pour rattraper le retard pris et permettre une insertion dans le système public, etc.
	Éducation aux compétences de vie : ouverture à d'autres perspectives (pour les enfants en mendicité par exemple), genre et diversité, migrations sûres, etc.
	Éducation à travers la radio et le digital, intégration de certains éléments de l'éducation dans les espaces amis des enfants
Insertion Socio-Professionnelle	Orienter vers des dispositifs rapides, basés sur la formation professionnelle et l'apprentissage pour pouvoir à la fois se former à un métier tout en ayant des sources de revenus pendant la formation. Privilégier les secteurs porteurs et prioritaires de l'État (si pertinent)
	Assurer l'adaptation / adéquation des dispositifs aux envies et besoins des filles et jeunes femmes : accompagnement dans la construction d'un réel projet professionnel, ouverture à d'autres métiers que ceux dits féminins, solutions pour la garde d'enfant le cas échéant (mise en place de crèches avec cantine dans les centres de formation, centres d'accueil, centres communautaires, avec participation des mères).

[17] Une ressource intéressante pour les sensibilisations auprès des agents de santé : https://youtu.be/wuizNPowuMY.
[18] Quelques ressources sur le sujet (document de positionnement, guide pour les coordinateurs VBG) : https://www.shareweb.ch/site/PGE/Gender/Pages/Priorities/Gender-based%20violence/Men-LGBTQI-plus.aspx

	S'appuyer et/ou collaborer sur des structures dédiées / portées par des femmes : Maison de la Femme, groupements féminins (ex : associations villageoises d'épargne et de crédit au Mali)
	Intégration de programmes d'alphabétisation dans les dispositifs de formation professionnelle
⇒ **Mesures de renforcement transversal des capacités programmatiques**	
Renforcement des OSC	Appui pour la mise en place / mise en œuvre des cadres de redevabilité concertés de l'action humanitaire (PSEA, Safeguarding)
	Renforcement du dispositif de coordination et de référencement des différents acteurs de la chaîne de protection, notamment pour les ONG « spécialistes » sur une population clé (travailleuses domestiques, LGBTQI+, prostituées) qui semblent moins connaître les différents services.
Digital	Intégrer à la plateforme digitale les informations nécessaires aux profils vulnérables (droits, services disponibles) et des contenus de sensibilisation aux valeurs genre et diversité : SSR, LGBTQI+, mineurs non accompagnés. Étudier la possibilité d'un partenariat avec l'application Hello Ado[19] pour intégrer un tri des services de SSR disponibles pour les EJM. Veiller à consulter les EJM sur leurs besoins en matière de sécurité numérique afin d'atténuer les dangers liés au numérique.

[19] Plateforme éducative et interactive à destination des jeunes d'Afrique de l'Ouest et Centrale mise en place par l'UNESCO Dakar et l'ONG RAES, dont le but est de fournir les informations nécessaires à l'amélioration de leurs connaissances en terme de santé sexuelle et reproductive, affective, etc..

	Envisager le développement d'une plateforme dédiée aux acteurs pour renforcer la coordination et référencement des acteurs, mettre à disposition les informations clés sur les droits et services des différentes catégories d'EJM et proposer des formations en ligne sur les thématiques et valeurs genre et diversité. Étudier la possibilité de partenariat collaboration avec des plateformes déjà existantes (exemple : ChildHub)

3.2. Thématiques à porter à un niveau régional

À la suite des analyses genre et diversité dans les cinq pays d'interventions, il semble important de pouvoir porter plusieurs thématiques à un niveau régional, que ce soit pour faire avancer les droits dans une logique de plaidoyer et/ou pour mieux comprendre et prendre en compte certains profils d'EJM :

Sujet	Levier
Plaidoyer	
Enfants nés en mobilité Enregistrement des naissances / droit du sang Protection des filles-mères	Plaidoyer direct auprès de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de la Ligue Arabe
Éducation en mobilité Renforcer l'accès à l'éducation des enfants en mobilité	Rejoindre le plaidoyer mené par l'UNICEF et ses partenaires[20]
Travail des enfants Encadrement du travail domestique Protection des EJM en situation de mendicité	Appui au plaidoyer des structures spécialistes : Réseau africain des travailleurs domestiques, MAEJT
Enfants en contact/conflit avec la loi Dispositifs alternatifs à la détention	Appui au plaidoyer des structures spécialistes (protection des enfants, enfants en conflit avec la loi. Ex : UNICEF, Grandir Dignement au Niger)
Mariage précoce Lutte contre le mariage d'enfants et révision des textes pays Instauration d'un âge minimum de 18 ans pour le mariage des filles	Appui aux plaidoyers menés par des structures spécialistes (ONG / associations féministes – ex : associations des femmes juristes) Privilégier le niveau national pour une évolution des textes face à l'absence de pouvoir coercitif de l'Union Africaine et la CEDEAO vis-à-vis des pays
Mobilité, orientation sexuelle et identité de genre Protection et respect des droits des EJM LGBTQI+	Pas de plaidoyer politique direct Privilégier une stratégie de contournement : clarification des valeurs des institutions et populations, sujets « porte d'entrée »
Violences basées sur le genre Financement plus conséquent des services de prévention et de réponse aux VBG pour les personnes de tout genre et de toute orientation sexuelle (y compris garçons/jeunes hommes et communauté LGBTQI+)	Plaidoyer auprès des bailleurs de fonds internationaux (DDC, UE, etc).

[20] https://www.unicef.org/reports/education-children-move-and-inclusion-education

Discriminations, violences, abus, manque d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle Pertes économiques et gains potentiels	Évaluer les pertes économiques dues à la discrimination, à la violence, aux abus, au manque d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle et des gains potentiels liés à leur réduction, afin de favoriser la mise en œuvre de plans d'actions (États, bailleurs, communauté internationale)
Sensibiliser et/ou mieux connaître pour mieux prendre en compte	
Enfants nés en mobilité Besoins spécifiques, traumatismes et séquelles liées à la mobilité (direct ou via la mère)	Mettre en place un groupe de travail entre acteurs de prise en charge et/ou inclure des questions spécifiques dans les enquêtes MMC
Inégalités et stéréotypes liés au genre, identité de genre et orientation sexuelle Compréhension des dynamiques et perceptions parmi et entre les EJM	Étude spécifique Intégration de questions dans les enquêtes MMC
Mobilité, orientation sexuelle et identité de genre Non-exclusion des EJM LGBTQI+	Sensibilisation des équipes projet (clarification des valeurs) Sensibilisation, en collaboration avec les acteurs locaux experts en la matière, des équipes de première ligne et de la chaine de protection (santé, police, justice), institutions et populations
Violences sexistes et sexuelles sur les garçons et les jeunes hommes en mobilité Contexte, ampleur, besoins spécifiques	Groupe de travail entre acteurs de prise en charge Questions spécifiques dans les enquêtes MMC Sensibilisation des équipes et acteurs institutionnels de première ligne
Mobilité et handicap Contexte, ampleur, besoins spécifiques	Groupe de travail entre acteurs de la mobilité et ceux du handicap Questions spécifiques dans les enquêtes MMC
Racisme en Afrique du Nord envers les subsaharien.ne.s : racisme structurel et/ou discrimination ? Qui, pourquoi, quoi Prévention et pistes d'atténuation	Étude spécifique sur le sujet Benchmarking d'autres contextes

Le projet peut mener un plaidoyer direct si la thématique est en lien direct avec la mobilité (ex : régularisation des enfants nés en mobilité), ou bien appuyer des structures spécialistes sur les thématiques de genre et diversité (ex : mariage des enfants), de façon à ce que les aspects mobilité et transnational soient bien pris en compte. Ces structures spécialistes sont en outre souvent plus à même de développer l'empouvoirement des jeunes pour qu'ils fassent partie intégrante de la stratégie de plaidoyer.

Plusieurs thématiques de plaidoyer s'inscrivent dans le cadre de l'Agenda 2040 pour les enfants d'Afrique de l'Union Africaine, qui peut être un levier pour faire avancer les droits, même si l'Union Africaine n'a qu'un rôle consultatif, et non coercitif, pour les États. Un plaidoyer à un niveau pays peut être nécessaire pour faire évoluer les textes.

- **L'enregistrement des enfants nés en mobilité** : cette thématique s'inscrit dans l'aspiration 3 de l'Agenda 2040, qui stipule que « La naissance de chaque enfant et d'autres informations vitales sont enregistrées ». Il s'agit de permettre la régularisation des enfants apatrides nés en mobilité : l'application du principe du droit du sang peut en être l'un des leviers ;
- Concernant **la lutte contre le mariage précoce et le travail des enfants**, l'Union Africaine se fixe notamment, dans le cadre de l'aspiration 7 (« chaque enfant est protégé contre la violence, l'exploitation, les négligences et les abus »), comme objectifs d'ici à 2040 que « les pratiques néfastes (telles que […] les mariages précoces et forcés) ont cessées » et que « le travail des enfants et la traite des enfants en vue de travail forcé sont éliminés ». L'instauration d'un âge minimum de 18 ans pour la mariage des filles dans l'ensemble des pays de l'Union Africaine pourrait être un sujet à pousser dans le cadre de ce plaidoyer, afin de renforcer leur protection.
  Concernant le travail des enfants, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a mis en place deux conventions fondamentales relatives au sujet (conventions N°138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et n°182 sur les pires formes du travail des enfants), que tous les États membres de l'OIT ont l'obligation de respecter. La Guinée, le Mali, le Maroc, le Niger et la Tunisie sont tous des États membres de l'OIT.
  Concernant l'encadrement du travail domestique, un travail en collaboration avec le Réseau africain des travailleurs domestiques pourrait être envisagé ;
- Pour les **enfants en contact/conflit avec la loi**, il s'agit de pouvoir garantir leurs droits à travers un système de justice pénale spécifique (aspiration 8) avec des dispositifs alternatifs à la prison.

Pour les sujets plus sensibles tels que la **protection et le respect des droits des EJM LGBTQI+**, mener un plaidoyer politique reste compliqué, au risque de faire face à une très forte résistance. L'option à privilégier semble être d'agir dans un premier temps à un niveau pays, en rejoignant les actions menées par les acteurs spécialistes de la thématique (exemple : Plan International et Arc-en-Ciel en Guinée, Mawjoudin et Damj en Tunisie), et comprendre les potentielles portes d'entrée pour porter le sujet à un niveau régional, et/ou au niveau Suisse et Européen pour faciliter le droit d'asile, plutôt en soutien des acteurs spécialistes. La lutte contre le VIH- Sida pourrait être une porte d'entrée pour un plaidoyer en faveur des EJM LGBTQI+, comme le fait le réseau d'associations Africagay contre le sida[21]. Il faudra cependant veiller à ne pas créer une association entre communauté LGBTQI+ et VIH/Sida, à même de renforcer la stigmatisation et discrimination de la communauté. Mobilité, orientation sexuelle et identité de genre, sujet particulièrement tabou, semble être en outre un sujet de sensibilisation important à mener auprès des équipes pays, de première ligne, des insitutions et des populations pour assurer la non-exclusion de cette population clé[22].

---

[21] https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2014/03/Africagay2012.pdf

[22] Stratégies de sensibilisation possibles détaillées dans le paragraphe suivant, sur base de plusieurs ressources intéressantes concernant les outils de sensibilisation et de plaidoyer sur ce sujet spécifique :

Plusieurs autres sujets, invisibilisés ou tabous, peuvent être portés au niveau régional, afin de mieux les comprendre et donc mieux prendre en charge les besoins spécifiques des EJM concernés : violences sexistes et sexuelles envers les garçons et les jeunes hommes, mobilité et handicap, enfants nés en mobilité. Une des options envisageables est d'impulser des groupes de travail au niveau régional et pays entre les différents acteurs (ONG/OSC, acteurs institutionnels) pour mieux documenter et comprendre les besoins.

3.3. Outils de sensibilisation au genre et à la diversité

⇒ **Clarifier les valeurs**

La méthode de clarification des valeurs est une méthode particulièrement intéressante pour sensibiliser sur des sujets tabous. En travaillant sur les valeurs à travers un cheminement libre, elle permet de susciter une prise de conscience, de faire évoluer les mentalités et d'impulser des changements de comportements. Avec une méthodologie basée sur des évidences, mobilisant des expertises et invitant au questionnement à travers des témoignages et des exemples concrets, la clarification des valeurs permet de susciter une prise de conscience d'une réalité et de favoriser l'adoption d'une posture de tolérance.

C'est une méthode en outre facilement appropriable par les parties prenantes pour permettre des sensibilisations en cascade et permettre d'induire des changements collectifs[23].

⇒ **Humaniser**

Face à un sujet sensible, tabou ou peu connu, raconter le vécu de façon individualisée permet d'humaniser et de faire évoluer les mentalités : témoignages, soit de façon directe, soit via des ressources audiovisuelles (films sur la thématique, podcast, etc). La sensibilisation des équipes projet peut aussi se faire à travers une collaboration avec des OSC/ONG spécialistes, portées par des membres issus de populations clés par exemple.

Cette volonté d'humanisation est aussi un des piliers de la méthode de clarification des valeurs détaillée dans le paragraphe précédent, qui s'appuie elle aussi sur des témoignages.

⇒ **Rassembler les informations sur les atteintes aux droits**

D'un point de vue institutionnel, la sensibilisation et le plaidoyer sur des thématiques sujettes à de fortes résistances peuvent être faits de façon contournée, en rassemblant, sous forme d'une plateforme numérique par exemple, les atteintes aux droits d'une population clé, afin de

---

*« Oser parler – Expériences et outils de plaidoyer des militants LGBTI en Afrique subsaharienne », Amnesty International (2014) : https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/06/afr010012014fr.pdf

* « Plaider la cause homosexuelle en Afrique : engagements et enjeux de visibilité au sein d'un réseau franco-africain », Lucille Gallardo : https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2016-1-page-71.htm?contenu=article

[23] Plusieurs OSC de l'Alliance Droits et Santé ont été formées à la méthodologie dans le cadre du projet « De la clarification des valeurs à l'engagement : accompagner l'émergence de nouveaux acteurs/actrices associatives sur la thématique du droit à l'avortement sécurisé en Afrique de l'Ouest francophone », dont deux structures dans les pays d'intervention du projet : AJCAD au Mali, les Scouts du Niger au Niger. Une collaboration avec ces deux structures pourrait ainsi être envisagée dans le cadre du projet pour mener des séances de sensibilisation, en les formant à la thématique spécifique objet de la sensibilisation.

témoigner de l'existence du problème et favoriser à moyen terme la prise de mesures institutionnelles pour mieux garantir les droits. C'est par exemple une des stratégies adoptées par Plan International et Arc-en-Ciel en Guinée pour dénoncer les violences à l'encontre des personnes LGBTQI+.

⇒ **Utiliser la perspective économique comme point d'entrée**

Concernant la sensibilisation sur les violences liées au genre, la perspective peut constituer un point d'entrée de sensibilisation et de plaidoyer : la violence liée au genre inclut la violence économique, et aborder la question de ce point de vue peut, dans certains contextes et sur certains sujets spécifiques, s'avérer moins délicat.

4. Capitalisation du processus d'analyse

⇒ **Méthodologie d'intervention et choix opérés**

Plusieurs choix méthodologiques ont été opérés dans le cadre de la mission, du fait notamment des limites budgétaires et du nombre de jours prévus dans le cadre de la mission[24].

Dans le cadre de l'offre technique, deux approches avaient en effet été proposées pour la collecte de données pour un même nombre de jours de mission de l'équipe consultantes :

- Une approche dite classique, avec les entretiens et focus groups menés directement par l'équipe de consultantes, sur base de 3 jours de mission par zone d'intervention (2 jours pour les focus groups avec les EJM, 1 jour pour les entretiens avec les acteurs institutionnels et les OSC) ;
- Une approche basée sur les organisations de la société civile en lien avec les EJM : il s'agissait de former et d'accompagner les membres de ces OSC au processus de collecte de données, qui auraient été directement en charge de l'animation des focus groups auprès des EJM. L'équipe de consultantes auraient alors eu alors un rôle de conseil et d'accompagnement. Cette approche avait pour avantages de pouvoir mener davantage de focus groups sur un même temps de mission pour accroître la représentativé, renforcer les compétences et la participation des OSC potentielles collaboratrices du projet et améliorer la contextualisation (connaissance du contexte, confiance des EJM pour s'exprimer librement avec des interlocuteur.rice.s connu.e.s, maîtrise de la langue locale des EJM, etc). Cette approche impliquait un budget additionnel pour les membres des OSC mobilisé.e.s (dédommagement transport, motivation), et n'a donc pas être retenu du fait de la contrainte budgétaire.

La mission s'est déroulée en 4 grandes étapes, hors production des livrables :

- Analyse préliminaire ;
- Atelier de pré-diagnostic ;
- Consultation terrain ;
- Atelier de validation.

Le tableau ci-dessous présente un bilan des différents points clés par phase de la mission et des axes d'optimisation après retour d'expérience :

[24] 60 jours de mission étaient prévus dans les termes de référence, optimisés à 95 jours à budget constant grâce à une prise en compte affinée des frais de mission en fonction des coûts réels.

Phase	Points clés	Axes d'optimisation
Analyse préliminaire	• Objectif : Analyse du contexte via la documentation du projet et une recherche documentaire • Choix opéré : Face à la contrainte du nombre de jours de mission, parti pris de limiter cette phase et de privilégier la phase de consultation terrain • Conduite de quelques entretiens préparatoires au niveau régional auprès des acteurs du consortium	• Renforcer la compréhension du contexte de mise en œuvre à travers des entretiens avec les organisations mettant en place des projets en lien avec les EJM sur les zones d'intervention • Prévoir davantage de jours pour cette phase pour mener ces entretiens et renforcer la recherche documentaire
Atelier de prédiagnostic[25]	• Objectif : Identification des profils d'EJM vulnérables par zones • Choix opéré : Dans une logique d'optimisation, choix d'un atelier regroupant des acteurs institutionnels et des OSC basés en capitale (+/- 10 selon les pays) plutôt que des entretiens individuels • Modus operandi : élaboration de TdR par l'équipe de consutantes, identification et mobilisation conjointe des acteurs entre la consultante et le/la coordinnateur.rice pays, atelier d'une durée d'une demie-journée • Enseignement : très bonne connaissance des acteurs des dynamiques au niveau national et dans la capitale, connaissance moins pointue des dynamiques sur les zones d'intervention hors capitale (les profils vulnérables identifiés lors de l'atelier ne correspondaient pas toujours à la réalité)	• Davantage s'appuyer sur les acteurs décentralisés pour identifier les profils vulnérables dans les zones d'intervention hors capitale • Envisager de remplacer l'atelier par une première phase de consultation terrain dans les zones d'interventions auprès des acteurs décentralisés (à combiner avec la phase d'analyse préliminaire), pour identifier les profils

[25] Canevas des TdR et du powerpoint de l'atelier de pré-diagnostic joint en annexe

Consultation terrain	• 3 jours par zone d'intervention : 2 jours pour les consultations EJM, 1 jour pour les entretiens avec les acteurs institutionnels et les OSC • Choix opéré : 1 focus group par profil par zone d'intervention afin de pouvoir maximiser le nombre de profils rencontrés. Choix des profils sur base des profils les plus vulnérables par zone ; pas d'intégration d'approche transnationale • Modus operandi : formation des consultantes à la politique de sauvegarde de Terre des hommes, guides de collecte de données, mobilisation des EJM via des acteurs de l'inclusion en lien avec les EJM (dont le MAEJT), perdiems prévus pour les EJM consultés (dédommagement transport ou collation) • Pour certains profils, remplacement des focus groups par des entretiens avec des acteurs clés afin de ne pas nuire.	• Augmenter le nombre de jours pour permettre une meilleure représentativité (plusieurs focus groups par profil) • Intégrer une vision transnationale avec la définition de groupes « dignes d'intérêt » qui seront enquêtés sur l'ensemble des pays d'intervention • Prévoir des temps de mobilisation plus longs • Renforcer la formation sauvegarde et prévoir un guide de l'animateur pour les consultantes pays[26]
Ateliers de validation[27]	• Objectif : présentation des résultats à chaud et premières pistes de recommandation et co-construction avec les membres du consortium pays	• Prévoir davantage de temps entre la fin de la consultation terrain et la date des ateliers afin de pouvoir permettre une prise de recul et analyse des données plus poussée au moment de l'atelier

[26] Voir dans ce sens le dossier de l'animateur « Guide_JNS BFA FocusGroupe méthodo » développé par Terre des hommes Burkina Faso pour la conduite de focus groups pour les enfants de 12 à 15 ans dans le cadre de l'étude sur les besoins et satisfactions en matière de justice dans les zones d'accueil des populations déplacées internes au Burkina Faso (2021).
[27] Caneva powerpoint de l'atelier de validation joint en annexe

	• Choix opéré : atelier à J+7/J+10 de la fin de la consultation et avant la rédaction des rapports	

⇒ **Grands enseignements**

À la suite du processus d'analyse, plusieurs grands enseignements ressortent :

- **La méthode en entonnoir** visant à segmenter les profils d'EJM pour mieux comprendre les facteurs de diversité renforçant la vulnérabilité fonctionne. Elle permet ensuite de reconstituer de façon dynamique les facteurs de diversité etles besoins spécifiques associés, afin de pouvoir intégrer la fluidité de la mobilté en termes de profils. L'aspect transnational a moins été pris en compte dans l'approche méthodologique, ne permettant pas toujours de pouvoir analyser la fluidité de la mobilité d'un point de vue transnational ;
- **Les acteurs délocalisés, acteurs institutionnels comme OSC/ONG, ont une excellente connaissance des réalités des zones d'intervention**, des profils particulièrement vulnérables et de leurs besoins spécifiques, alors que les profils vulnérables identifiés par les acteurs en capitale lors des ateliers de pré-diagnostic n'ont pas toujours correspondu à une réalité de la zone. Les entretiens avec ces acteurs sont complémentaires des consultations directes des EJM : ils permettent de comprendre de façon holistique les grands enjeux et besoins spécifiques des profils d'EJM vulnérables, quand les focus group permettent de caractériser de façon plus détaillée les profils. Dans une logique de protection et afin de pouvoir approfondir certaines thématiques plus délicates (violences sexistes et sexuelles à l'endroit des garçons et des jeunes hommes par exemple), il est intéressant de mener des entretiens individuels en complément ;
- **La mobilisation des EJM pour la collecte de données primaires est une étape primordiale pour la réussite des analyses**. Afin de faciliter la mobilisation des EJM, il est important d'adapter les horaires et lieu de rencontre au mode de vie des EJM : horaires des focus groups adaptés au rythme de travail (y compris le week-end) ; lieu de rencontre à proximité du lieu de vie et de travail pour minimiser les coûts et temps de transport, tout en assurant un espace sécurisé et connu (centres communautaires, associatifs, etc) ; facilitation d'un service garderie pour les filles-mères, etc. Afin de faciliter la mobilisation des EJM, une somme équivalente à 3CHF par EJM mobilisé dans les focus groups était prévue pour dédommager du transport ou permettre d'offrir une collation. Ce montant s'est avéré parfois insuffisant, d'autant plus lorsqu'il s'agit pour les EJM de devoir laisser une journée de travail pour venir assister à un focus group.
  Le partenaire de mobilisation des EJM pour la collecte de données primaires joue un vrai rôle facilitateur. Il s'agit cependant parfois davantage d'encadrer la mobilisation pour des questions de protection et de sauvegarde. Quelques difficultés ont en effet été rencontrées dans ce sens, notamment par rapport au lieu de rencontre et à la distribution des dédommagements en cash devant d'autres EJM, pouvant mettre à risque les EJM mobilisés.
  Les temps de mobilisation peuvent être longs, que ce soit des équipes projets et membres du consortium, partenaires institutionnels, acteurs délocalisés et acteurs de mobiilsation des EJM. Des difficultés ont pu être rencontrées avec certains acteurs de mobilisation, notamment le MAEJT dans certains pays, notamment à cause du temps restreint pour la mobilisation. Au Mali, le fait de s'appuyer sur Enda comme intermédiaire avec le MAEJT a permis de grandement faciliter et accélérer le processus de mobilisation ;
- Le temps alloué à la mission a été court, que ce soit en termes de planning ou de jours de mission : la mission s'est déroulé sur une période de trois mois – incluant la période

des fêtes de fin d'année - entre la réunion de cadrage et la remise des premières versions de livrables. Il semble important de pouvoir organiser la mission sur un temps plus long, afin de pouvoir laisser suffisamment de temps à la mobilisation des différents acteurs à chaque étape du processus et à l'analyse croisée des profils et des pays.

⇒ Recommandations

Les recommandations suivantes pourraient être intégrées dans le cadre de processus d'analyse similaires :

- **Séquencer en deux temps la collecte de données primaires**, à travers deux missions distinctes par zone d'intervention :
    - Un premier temps pour mener les entretiens avec les acteurs institutionnels et les OSC/ONG, afin de procéder à un diagnostic et une première analyse du contexte, des profils vulnérables et préciser les questions/thématiques spécifiques à creuser avec les EJM, et compléter la collecte de données secondaires à analyser avant la collecte de données primaires ;
    - Un second temps pour mener la collecte de données auprès des EJM, afin d'affiner la compréhension de leurs besoins spécifiques.

  Cela n'a pas pu être possible dans le cadre de cette mission, la méthodologie ayant été construite dans une logique d'optimisation face au calendrier, nombre de jours et au budget alloués.
- **Allouer plus de temps à la mission**, à la fois d'un point de vue calendaire pour anticiper les temps de mobiliser parfois longs, et en nombre de jours, notamment pour permettre deux missions par zone d'intervention et d'avoir une approche plus représentative (augmentation du nombre de focus groups auprès des EJM) ;
- **Définir des « groupes d'intérêt »** pour lesquels le consortium souhaite une analyse transnationale, et qui seront systématiquement analysés dans les différents pays/zones, en plus des profils vulnérables spécifiques à la zone ;
- **Renforcer l'appui de l'équipe sauvegarde**, pour avoir des orientations spécifiques liés aux enfants en mobilité et particulièrement vulnérables ;
- **Augmenter le montant prévu pour le dédommagement des EJM**, pour pouvoir compenser le manque à gagner d'une journée de travail.

Annexes

Annexe - Liste des consultations au niveau régional

Prénom, Nom	Structure
Djibril Fall	SSI-AO
Olivier Geissler	SSI
Amina L'Malih	Bayti
Moussa Harouna	MAEJT
Aimé Bada	Enda
Aurélia Tessaadit	MMC
Sarah Doyel	MMC
Alice Gentile	Terre des hommes Lausanne

EJM

Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest

EJM

Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest